

L'horizon des événements

Article paru dans la revue Plurielles

*Peindre la peur si précisément que je puisse la toucher
et ainsi la rendre inopérante, l'effacer, l'annuler de ma vie...*

Tahar Ben Jelloun, Le bonheur conjugal, Gallimard, 2012

« L'horizon des événements » : c'est ainsi que les astrophysiciens nomment cette limite singulière de l'espace-temps qui borde les « trous noirs », ces incroyables et gigantesques vortex qui structurent et dirigent le mouvement des galaxies et en même temps attirent puis engloutissent en leur centre, par millions, mondes, étoiles et planètes ; astres dont, franchie cette frontière, la masse s'effondre sur elle-même sous l'effet de l'hyper gravité qui y règne, au point que mille soleils sont réduits en un instant à la taille d'une poussière ! « L'horizon des événements », c'est le seuil au-delà duquel tout disparaît, dont rien ne peut réchapper, dont rien ne peut revenir, y compris la lumière. C'est la porte de l'enfer gravitationnel : « *Voi che entrate lasciate ogni speranza* ».

Dans ses *Souvenirs 1914-1933* parus en français sous le titre *Histoire d'un Allemand*, Sebastian Haffner décrit l'implacable engloutissement par l'organisation totalitaire nazie, en quelques semaines, de tous les « mondes » qui étaient les siens : monde politique (la république de Weimar, ses multiples partis et sa presse libre), monde professionnel (la magistrature à laquelle il se destinait se ferme à lui), monde personnel de la famille, des amitiés et des relations amoureuses, juives notamment, promis à l'exil ou à la mort, jusqu'aux mondes les plus intimes de l'imaginaire politique et de la conscience morale, inexorablement rongés par les effets conjoints de la propagande nazie et de l'atavique soumission à l'autorité des Allemands.¹ Haffner fixe une date à cet irrésistible effondrement, fin mars 1933, deux mois après l'arrivée de Hitler au pouvoir. A partir de là, soutient-il, plus rien ne devint possible, plus aucune volonté collective, ni même plus aucune imagination individuelle ne put s'opposer au cours des événements, les Allemands hostiles au nazisme se retrouvèrent dans « *un état d'impuissance totale et sans issue* »². Il n'y eut alors de place, dans la réalité comme dans le rêve, que pour l'adhésion à l'idéologie nazie, la soumission au régime ou la chute dans la dépression. Ce moment marque le seuil au-delà duquel il n'y eut plus de retour en arrière possible, à partir duquel les événements semblèrent se dissoudre, échapper à toute vérité, voire à toute réalité tangible (l'incendie du Reichstag en est un exemple frappant). Mars 1933 a été pour l'Allemagne comme un « horizon des événements ». Les juifs d'Europe qui ont pu, ou dont les parents ont pu échapper à la déportation comprennent la métaphore et ce qu'elle signifie : la disparition totale, irrémédiable, comme instantanée, de tous ceux qu'ils ont vu partir, engloutis dans le trou noir des camps.

C'est pourquoi, depuis, le devoir politique et moral de nos générations d'Européens devrait être de nourrir sans cesse cette inquiétude et de toujours nous poser les mêmes questions : de quel nouveau « trou noir » ne sommes-nous pas en train de nous rapprocher ? Quelles forces sociales, politiques et religieuses, dans une conjonction nouvelle, ne sont-elles pas en train de nous entraîner sur de dangereuses orbites vers de nouveaux gouffres ? Certains événements – profitons d'être encore en deçà de leur « horizon » - ne doivent-ils pas aujourd'hui nous prévenir de nouveaux dangers ?

¹ S. Haffner, *Histoire d'un Allemand*, Actes Sud, 2003

² S. Haffner, op. cit. p. 298

C'est de l'un d'eux, l'islamisme, dont je voudrais traiter ici, en m'appuyant sur mon expérience personnelle et professionnelle de l'école publique et de l'université françaises. Trois moments marquent pour moi le progrès d'un sentiment de gravité devant le cours des événements : en 2004 une enquête de l'inspection générale de l'Education nationale dans certains établissements scolaires ; en 2015 les réactions de certains élèves au massacre des journalistes de Charlie hebdo ; depuis, les résultats de plusieurs études sur les attitudes et comportements des jeunes musulmans de France. Quant au contexte politique dans lequel ces événements prennent place, la montée du populisme, il ne laisse pas d'aggraver mes craintes.

Le rapport de l'inspection générale de 2004

Plusieurs événements avaient éveillé mon inquiétude et m'avaient conduit à solliciter en 2003 une saisine de l'IGEN : en 1993 lors de la première guerre du Golfe, le signalement par des chefs d'établissement des premiers lycéens radicalisés ; un peu plus tard en 1996, une autre et cruelle découverte, la déscolarisation forcée des élèves juifs de certains établissements publics ; enfin en 2002, la parution d'un ouvrage collectif témoignant de la difficulté croissante d'enseigner dans certaines classes.³ Entre novembre 2003 et février 2004, une équipe de dix inspecteurs généraux de l'Education nationale (IGEN) se rendit dans une soixantaine d'établissements scolaires répartis sur l'ensemble du territoire pour y observer, selon la lettre ministérielle de commande de cette étude, « *tout ce qui manifest[ait] publiquement une appartenance religieuse de la part d'élèves, de personnels ou de familles* », que ces comportements soient licites, interdits ou plus difficiles à caractériser. Les collèges et les lycées visités se voulaient représentatifs de ceux recrutant leurs élèves dans des quartiers dont la ghettoïsation socio ethnique était largement avancée.

L'intégration en panne

Le rapport de l'IGEN⁴ s'attache d'abord à cerner les évolutions de ces quartiers et les liens qui s'y développaient à l'époque entre la vie sociale, notamment dans sa composante religieuse, l'action des élus et la vie scolaire. Il décrit ensuite le fonctionnement interne des établissements et les principales manifestations d'appartenance religieuse qui pouvaient l'affecter : les signes et tenues vestimentaires, les prescriptions alimentaires, la contestation de l'organisation laïque du temps. Ces manifestations pouvaient se traduire par des dérives préoccupantes comme le prosélytisme, le refus de la mixité ou la violence à l'égard des filles, le développement de l'antisémitisme et du racisme ainsi que des manifestations politico-religieuses. Le rapport examine ensuite les contestations religieuses de l'enseignement et de la pédagogie. L'éducation physique et sportive, l'histoire géographie et les sciences de la vie et de la Terre étaient les disciplines les plus affectées par des perturbations qui touchaient également les sorties, les visites et les voyages scolaires. L'étude souligne enfin, face à des dérives qui semblaient trop convergentes pour être toutes spontanées, le désarroi de beaucoup de professeurs, les défauts de certaines de leurs réactions et le peu de soutien qu'ils recevaient de l'institution, ainsi que le manque d'information de la plupart des cadres et des responsables sur ce qui se passait dans ces classes et ces établissements.

Le texte se termine par trois recommandations adressées à l'Education nationale : préserver et développer la mixité sociale dans les établissements, former et aider les personnels à répondre aux contestations politico-religieuses de leur enseignement, enfin piloter plus fermement à tous les niveaux, ce qui implique un effort d'information, de formation et de mobilisation des personnels d'encadrement. La conclusion du rapport met en garde contre l'immobilisme et la

³ E. Brenner, *Les territoires perdus de la République*, Mille et une nuits, 2002

⁴ Le « rapport Obin » a notamment été publié dans *L'école face à l'obscurantisme religieux*, Max Milo, 2006, accompagné des commentaires d'une vingtaine de personnalités. Il est également disponible en ligne sur le site de la Documentation française <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/var/storage/rapports-publics/074000509.pdf>

politique de l'autruche, dans un avertissement qui hélas s'est depuis révélé pertinent : « *L'intégration sociale, culturelle et politique des populations issues de l'immigration maghrébine, car c'est bien de cela qu'il s'agit, nécessite de toute évidence un effort national d'ensemble, soutenu et ciblé (...) Sinon, sans être inutiles, ces mesures n'auraient qu'un objectif limité, défensif, de protection des établissements et du caractère laïque et national de l'enseignement ; ce qui n'est pas négligeable et constitue d'ailleurs l'horizon actuel de la plupart des enseignants et responsables des établissements implantés dans ces quartiers. Toutefois, en l'absence d'une action positive d'ensemble, on peut craindre que les nécessaires mesures de défense de la laïcité soient une nouvelle fois vécues, notamment par ces élèves, comme discriminatoires, et les confortent dans leur sentiment d'injustice.* » N'est-ce pas précisément ce qu'on observe aujourd'hui avec le sentiment de plus en plus partagé chez les élèves musulmans que le principe de laïcité est destiné à combattre leur religion ?

Une réaction habituelle : le déni de la gravité des faits

Commandé à la rentrée scolaire de 2003 par Luc Ferry et Xavier Darcos, alors respectivement ministre de l'Education nationale et ministre délégué à l'Enseignement scolaire, le rapport de l'inspection générale fut remis en juin 2004 à François Fillon qui leur avait entre temps succédé. Malgré son objet, singulièrement d'actualité quelques mois après les travaux de la commission Stasi et quelques semaines après le vote par le Parlement de la loi du 15 mars 2004 sur les signes et tenues religieuses à l'école, le ministre décida de ne pas le rendre public. Il fallut attendre près d'un an pour que soient entendues les interpellations de journalistes et les demandes de syndicats enseignants et d'associations laïques qui possédaient le texte depuis plusieurs mois. Enfin, en mars 2005, peu après sa mise en ligne par la Ligue de l'enseignement, le rapport apparut, très discrètement, sur le site du ministère.

Ce fut là une sorte de « service minimum » : aucune communication ne fut adressée aux recteurs et inspecteurs d'académie, aucune réflexion organisée sur les questions posées ni instruction donnée sur les moyens d'affirmer et de faire vivre le principe de laïcité à l'école. On aurait pu imaginer des suites plus fécondes : des consignes de vigilance aux responsables des académies, un plan de formation pour les cadres et les enseignants, l'organisation de temps de réflexion dans les établissements concernés ; bref une ligne de conduite et un programme visant à remédier aux nombreuses défaillances institutionnelles relevées par les inspecteurs. Un nouveau ministre de l'Education nationale, Gilles de Robien, n'alla-t-il pas jusqu'à répondre en novembre 2005 à une délégation de la LICRA conduite par son président, que la loi du 15 mars 2004 avait « rendu caduc » le rapport de l'inspection générale ? A l'hôtel de Rochechouart, la poussière continuera donc quelques années encore de s'accumuler sous les tapis ministériels...

Ce déni des faits ou de leur gravité est précisément celle que Sebastian Haffner observe chez cette majorité d'Allemands qui n'a pas voté pour le parti nazi aux élections du 6 novembre 1932 : un irénisme de principe, peu rationnel dans les circonstances et cachant mal la pusillanimité et la résignation : « *consolations trompeuses, soulagements fallacieux, qui dissimulent les hameçons du diable* » écrit-il.⁵

Les « compagnons de route », idiots utiles⁶ des islamistes

En Allemagne comme en URSS, les partis totalitaires ont toujours trouvé des intellectuels, des personnalités politiques, syndicales et religieuses présentées comme indépendantes et promptes à participer à la propagande du régime au nom d'une « cause supérieure », celle du Peuple, la défense de la Paix, la sauvegarde de la Patrie par exemple. Dans la France d'aujourd'hui, les islamistes ont aussi leurs « compagnons de route » et les atteintes à la

⁵ S.Haffner, op.cit p. 300

⁶ Expression attribuée à Lénine

laïcité trouvent toujours des défenseurs agissant au nom de leurs propres « causes sacrées ». Ainsi la nébuleuse islamo gauchiste met en avant la Défense des opprimés, des « discriminés », tandis que la gauche humanitaire et multiculturaliste invoque sans cesse le Droit à la différence. Les deux courants se rejoignent dans leur commun compagnonnage avec une « organisation de masse » créée et dirigée en sous-main par les Frères musulmans : le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF).

En 2004, malgré la tonalité très intégrationniste de notre rapport, nous avons déjà souhaité nous prémunir de cette accusation (puisque la majorité des dérives relevées étaient le fait d'élèves et d'adultes se réclamant de leur foi musulmane) en écrivant : « *Aucun soupçon d'une quelconque « islamophobie » ne peut être opposé à un constat qui s'explique fort bien par ses composantes objectives bien connues : l'arrivée récente par immigration des populations musulmanes ; l'exclusion sociale dont une large part est victime du fait du racisme et de la ségrégation devant l'habitat, les loisirs et l'emploi ; la recherche identitaire des jeunes générations ; la vigueur prosélyte de certains courants religieux ; le poids des événements internationaux.* » Pourtant, le procès en islamophobie ne put être totalement évité, car si les principaux syndicats et les organisations laïques, féministes et antiracistes donnèrent un écho favorable à nos observations, d'autres manifestèrent leur hostilité. Ainsi, un intellectuel proche de la CFDT, Joël Roman, relaya l'accusation d'islamophobie lors de la réunion du 11 mars 2005 à la Ligue de l'enseignement qui décida de la publication du rapport.⁷ Un historien, Jean Baubérot, dédia au rapport deux violentes attaques⁸, s'appuyant au demeurant sur une citation tronquée.⁹ Une sociologue, Esther Benbassa, devenue depuis sénatrice écologiste, développa une critique fondée sur une apologie de la « diversité ethnique » de la France, n'hésitant pas à écrire que la scolarisation croissante des élèves juifs dans des écoles juives, sous l'effet de l'antisémitisme de certains de leurs condisciples musulmans, n'était pas si grave puisqu'elle « *contribu[ait] à réduire les cas d'antisémitisme* ». ¹⁰

Les réactions aux attentats de janvier 2015

Plus de dix années s'étaient écoulées depuis les observations des inspecteurs généraux lorsque survinrent les attentats de janvier 2015. L'assassinat le 7 janvier des journalistes de Charlie Hebdo bouleversa l'opinion française. Comme pour les attentats de New York et Washington en 2001 et ceux de Madrid en 2003, le Gouvernement demanda alors aux écoles, aux collèges et aux lycées d'organiser dès le lendemain une minute de silence rassemblant personnels et élèves. Les médias se firent rapidement l'écho de nombreux incidents provoqués par des élèves (refus, chahuts, injures et menaces à l'encontre d'enseignants, expression d'une solidarité avec les tueurs plutôt qu'avec les victimes, etc.), ainsi que du recul de certains professeurs devant le risque de contestation, et même l'absence dans certains établissements de toute manifestation de recueillement par peur du désordre. Soumis à la pression des médias, le ministère concéda dans un premier temps soixante-dix incidents puis réévalua ce chiffre à plusieurs centaines. Suivies de nombreux reportages, ces informations révélèrent alors à une opinion médusée la radicalisation politico-religieuse de bon nombre d'élèves, ainsi que la perméabilité de beaucoup aux récits conspirationnistes circulant sur la Toile.

⁷ A. Coulon, « Le rapport Obin, la droite et l'extrême droite », in *L'école face à l'obscurantisme religieux*, p182, op.cit.

⁸ <http://jeanbauberotlaicite.blogspot.com>, notes des 21 et 28 octobre 2006

⁹ Jean-Pierre Obin et Alain Seksig, « Que reste-t-il du rapport Obin douze ans après ? », in Georges Bensoussan (dir.) *Une France Soumise*, Albin Michel, 2017

¹⁰ E. Benbassa « Pour une école des différences », in *L'école face à l'obscurantisme religieux*, p263, op. cit.

Rien n'a changé ?

C'est dans ce contexte que le rapport de l'inspection générale de 2004, enterré par les ministres de l'époque, fut exhumé. D'abord par des journalistes : « *On pourrait le croire rédigé aujourd'hui même* » affirma ainsi David Pujadas le 9 janvier 2015 au journal de 20 heures de France 2 ; puis par la ministre de l'Éducation nationale, Najat Vallaud-Belkacem, qui estima lors d'une interview sur RTL le 15 janvier, que « *Le rapport Obin de 2004 avait tiré la sonnette d'alarme* ». Quelques jours plus tard, le Premier ministre, lors de sa conférence de presse sur la sécurité, répondit à un journaliste : « *Ce rapport d'un inspecteur général de l'Éducation nationale (...) [faisait état en 2004] de gestes et de comportements qui ressemblent beaucoup à ceux que nous venons de connaître dans un certain nombre de nos écoles.* » Je fus alors invité à plusieurs émissions de radio et de télévision, répondis à des interviews de la presse écrite et fus sollicité pour une audition devant la commission sénatoriale qui s'était saisie du sujet.¹¹

Aujourd'hui, si les comportements de certains élèves peuvent paraître inchangés, le contexte social, politique et intellectuel a sensiblement changé. Trois évolutions fondamentales méritent d'être soulignées : la poursuite de la dynamique des entre-soi sociaux et ethniques, le bouleversement du contexte géopolitique, le développement des études sur l'islam et les musulmans de France qui enrichit et complexifie nos cadres d'analyse.

La poursuite de la dynamique des entre-soi socio ethniques

Dans les territoires comme dans l'école, faute de politiques publiques résolues pour l'encourager, la mixité sociale et ethnique a sensiblement reculé sous l'effet des progrès des entre-soi. Les élèves juifs, notamment, ont déserté massivement l'enseignement public et leurs parents ont souvent déménagé pour se rapprocher d'un quartier ou d'un établissement plus sûr.¹² Plusieurs études se sont attachées à analyser les causes, les formes et les effets d'une dynamique de séparation des populations scolaires qui désigne notamment les politiques ségrégatives de certains établissements. Ainsi, pour les chercheurs de l'École d'économie de Paris qui ont travaillé sur l'ensemble des collèges et des lycées d'Île-de-France, si deux tiers de la ségrégation scolaire y reflète la ségrégation de l'habitat, un tiers reste à la charge de l'école car, constatent-ils, « *21% des collèges et 13% des lycées constituent leurs classes d'une façon qui d'une année sur l'autre génère systématiquement un surcroît sensible de ségrégation sociale* »¹³.

La progression de la ghettoïsation ethnique et sociale d'un nombre accru de quartiers et la sur-ségrégation scolaire qui l'ont accompagnée dans cette période ont sans nul doute favorisé l'emprise du fondamentalisme religieux sur une partie des populations issues de l'immigration maghrébine et sahélienne, comme on le verra un peu plus loin.

Le bouleversement du contexte géopolitique

Depuis 2004, le contexte géopolitique a été bouleversé : la France fait désormais la guerre à des groupes armés se réclamant de la religion musulmane en Afrique, au Proche-Orient et sur son propre territoire où des soldats en armes protègent dorénavant les écoles juives, ainsi que des synagogues, des églises et des mosquées. L'ennemi, partout le même, est désormais clairement désigné : ce n'est plus un « terrorisme » indifférencié, mais bien « l'islamisme » s'il s'agit de désigner une idéologie ou « le djihadisme » qui en est la pointe aiguisée.

¹¹ J. Groperrin, *Faire revenir la République à l'école*, rapport du Sénat n° 590, 2015

¹² J.-P. Obin, La déscolarisation des élèves juifs de l'enseignement public français, in D.Schnapper, P. Salmona et P. Simon-Nahum, *Réflexions sur l'antisémitisme*, Odile Jacob, 2016

¹³ S.-T. Ly, E. Maurin et A. Riegert, *La mixité sociale et scolaire en Île-de-France : le rôle des établissements*, rapport n°4 de l'Institut des politiques publiques, 2014

Lorsqu'en 2004 l'inspection générale rapporta l'anecdote d'un car de ramassage scolaire arrivant devant un collège d'une sous-préfecture cévenole en acclamant Ben Laden, à l'époque chef d'Al Qaïda, les quolibets ne manquèrent pas de la part des adeptes de l'irénisme : « *Une plaisanterie de collégiens, une simple provocation d'adolescents...* » Dix ans plus tard, un millier de jeunes Français au bas mot, beaucoup encore scolarisés, sont partis combattre en Syrie, la plupart dans les rangs d'une organisation qui juge Al Qaïda trop modéré ; trois centaines y ont déjà laissé la vie. Dans le seul bourg de Lunel (peu éloigné de la sous-préfecture en question), plus de 20 lycéens et collégiens sont partis faire la guerre et près d'une dizaine y ont sans doute déjà péri. Leur « radicalisation », terme inconnu à l'époque, fait aujourd'hui l'objet d'études universitaires, de dispositifs de prévention et de cellules dédiées à son traitement, y compris dans l'Education nationale.¹⁴ En 2004, qui aurait osé imaginer une telle évolution ?

Les résultats de nouvelles études sur l'islam et les musulmans

Notre analyse et les propositions qui concluaient le rapport apparaissent aujourd'hui un peu décalées par rapport à ce nouveau contexte national et mondial. De plus, la publication de nouveaux travaux de recherche portant sur l'islam et ses dérives enrichit nos cadres d'analyse en les complexifiant.

Le « terreau social »

Ainsi, le « terreau social » des quartiers de relégation, dont nous faisons en 2004 la cause unique des dérives politico-religieuses observées, n'explique qu'en partie le repli identitaire des populations qui y vivent. Déjà en 2004, la thèse de la genèse socioéconomique de l'islamisme pouvait paraître un peu sommaire, car les terroristes du 11 septembre n'étaient pas issus du lumpenprolétariat. De nos jours, on apparaîtrait bien naïf à prétendre que la question sociale explique à elle seule les radicalisations. Outre que nombre de jeunes convertis partis en Syrie sont issus des classes moyennes, le fait religieux est désormais considéré comme un fait culturel et politique autonome, irréductible à l'expression de la misère et de l'asservissement social selon la célèbre formule de Marx : « *La misère religieuse est tout à la fois l'expression de la misère réelle et la protestation contre la misère réelle. La religion est le soupir de la créature accablée, l'âme d'un monde sans cœur, de même qu'elle est l'esprit d'un état de choses où il n'est point d'esprit. Elle est l'opium du peuple* »¹⁵ ; ou irréductible encore à une aliénation psychologique, pour suivre la pensée de Freud¹⁶.

Deux thèses, pour moi plus complémentaires que concurrentes, ont été développées à ce sujet ces dernières années. La première, celle de la genèse culturelle du djihadisme, repose sur le constat historique de l'autonomie et de la force intrinsèque des religions pour mobiliser les hommes au service d'une cause politique (et faire éventuellement la guerre), indépendamment de leurs conditions sociales. L'ouvrage grand public peut-être le plus convaincant à cet égard est celui de Jean Birnbaum¹⁷, auteur qui s'inscrit dans la pensée de Claude Lefort sur l'universalité et la permanence de la dimension politique des religions¹⁸. Mais on peut aussi ranger dans cette catégorie les approches d'Abdelwahab Meddeb¹⁹ et de Gilles Kepel²⁰, qui tous deux nous livrent des généalogies convaincantes du fondamentalisme musulman,

¹⁴ *Prévenir la radicalisation des jeunes*, livret publié par le ministère de l'Education nationale http://cache.media.eduscol.education.fr/file/Prevention_radicalisation/20/2/prevention_livret_567202.pdf

¹⁵ K. Marx, *Pour une critique de la philosophie du droit de Hegel*, 1843

¹⁶ S. Freud, *L'avenir d'une illusion*, 1932

¹⁷ J. Birnbaum, *Un silence religieux*, Le Seuil, 2015

¹⁸ C. Lefort, *Permanence du théologico-politique*, in *Essais sur le politique*, Le Seuil, 1986

¹⁹ A. Meddeb, *La maladie de l'islam*, Le Seuil, 2002

²⁰ G. Kepel, *Fitna, guerre au cœur de l'islam*, Gallimard, 2004

d'Abdenour Bidar²¹ et de Ghaleb Bencheikh²² qui appellent chacun à sa manière à un aggiornamento de l'islam afin de l'intégrer à la modernité ; et surtout l'ensemble des travaux d'anthropologie politique de Marcel Gauchet, dont le paradigme conceptuel est précisément le rôle fondateur et moteur des religions, et plus largement des « croyances », dans l'organisation politique et la dynamique des sociétés.²³

La seconde thèse, plus originale, est celle de « l'islamisation de la radicalité » développée par Olivier Roy²⁴ afin de s'opposer à celle de la « radicalisation de l'islam » qu'il attribue à Gilles Kepel et qu'il récuse. Les jeunes « radicalisés » n'ont selon lui qu'une religiosité superficielle ; s'ils s'abritent aujourd'hui derrière l'étendard noir et blanc frappé du sceau du Prophète, comme d'autres hier se sont placés sous le drapeau rouge de la révolution communiste ou sous la bannière noire des anarchistes, c'est que cette allégeance leur permet de légitimer - à leur yeux - les formes les plus violentes de leur nihilisme générationnel, y compris le cas échéant leur propre sacrifice.

Une jeunesse musulmane de plus en plus poreuse aux conceptions islamistes

Abdelwahab Meddeb alertait en 2004 contre ce qu'il appelait « l'islamisme diffus » de beaucoup de musulmans de France.²⁵ Quelques études récentes semblent démontrer que le phénomène de l'acceptation tacite ou revendiquée des idées islamistes ne se dément pas et qu'il touche prioritairement la jeunesse.

Ainsi, une récente étude du sociologue Hakim el-Karoui relève que plus d'un quart des musulmans de France « ont adopté un système de valeurs clairement opposé aux valeurs de la République »²⁶ ; mais chez les plus jeunes cette proportion atteint la moitié des personnes interrogées. Deux autres études portant sur les jeunes scolarisés peuvent venir accentuer les inquiétudes. La première est due à une équipe de sociologues du CNRS et de l'Institut d'études politiques de Grenoble qui a interrogé 9000 collégiens de Bouches-du-Rhône sur leurs comportements familiaux, sociaux et scolaires, en les ordonnant selon leur religion (ou absence de religion) déclarée²⁷. Elle montre une rupture majeure entre les jeunes se déclarant musulmans (un quart de l'échantillon) et tous les autres. Pour n'en donner que deux exemples : à la question « Une loi heurte tes principes religieux, que ferais-tu ? », 68% des « musulmans » contre 34% des « catholiques » répondent « Je suis mes principes religieux » ; questionnés sur l'origine des espèces, seuls 6% des élèves « musulmans pratiquants » contre 30% des « catholiques pratiquants » et 66% des « athées » pensent que « Les espèces vivantes sont le résultat de l'évolution ». De quoi nous interroger sur l'efficacité de l'éducation civique comme de l'enseignement scientifique...

La seconde étude, sociologique également, porte sur un échantillon de 7000 lycéens de Seconde et cherche à évaluer leur degré de « pré radicalisation »²⁸, une notion que les chercheurs tentent de cerner en croisant deux attitudes, une « vision absolutiste de la religion » et la « tolérance à la violence ». La première est partagée par 11% de l'échantillon, mais cette proportion s'élève à 33% pour les « musulmans ». La conjonction de cette attitude avec la seconde, sur la tolérance à la violence, représente 4% des lycéens interrogés mais, là encore, ce chiffre triple chez les lycéens se déclarant musulmans. Désaveu de la thèse du « terreau social », ces résultats ne varient pas avec la situation socioéconomique et la filière

²¹ A. Bidar, *Lettre ouverte au monde musulman*, Les liens qui libèrent, 2015

²² G. Bencheikh, *Petit manuel pour un islam à la mesure des hommes*, Jean-Claude Lattès, 2018

²³ M. Gauchet, *Le religieux et le politique*, Desclée de Brouwer, 2010

²⁴ O. Roy, *Le djihad et la mort*, Seuil, 2016

²⁵ A. Meddeb, *Face à l'islam*, Textuel, 2003, pp. 44-45

²⁶ H. el-Karoui, *Un islam français est possible*, Institut Montaigne, 2016 <http://www.institutmontaigne.org/fr/publications/un-islam-francais-est-possible>

²⁷ S. Roche et alii, *Les adolescents, la loi, la famille et l'école*, https://www.csfrs.fr/sites/default/files/restitution_csfrs_quant_23oct2016.pdf

²⁸ O. Galland & A. Muxel, *La tentation radicale*, PUF, 2018

des études de ces lycéens « pré radicalisés ». Au total et sommairement extrapolé au niveau national sur la base d'une classe d'âge représentant 20% de la population totale, ce résultat conduirait à penser que les jeunes musulmans « pré radicalisés » pourraient être autour de 120 000 en France.

Le contexte d'une démocratie affaiblie

Tout ceci ne mériterait peut-être pas un pessimisme excessif si nos démocraties étaient unies et sûres d'elles-mêmes, campées sur des valeurs fortes et capables de les faire partager. On sait que ce n'est plus le cas, que depuis leur triomphe de 1989 ces démocraties sont en proie au doute et à la division et que leurs fondements mêmes (la représentativité des élus, la séparation des pouvoirs, le contre pouvoir des médias notamment) sont l'objet d'attaques parfois radicales venues de leur sein. On a donné le nom de « populisme » à ce mouvement général qui a trouvé ses leaders charismatiques dans beaucoup de pays, certains déjà arrivés au pouvoir comme aux Etats-Unis, en Europe centrale et en Inde. Il y a là un paradoxe sur lequel nous n'avons pas fini de nous interroger : au moment même où les principes qui ont permis le développement de la démocratie en Occident se diffusent dans des sociétés jusqu'alors gouvernées par la religion et la tradition (ce que Marcel Gauchet appelle la « seconde mondialisation »), ces mêmes principes sont contestés par une part croissante des opinions des sociétés démocratiques, qui semblent ainsi entrer dans une sorte « d'âge de la régression ».²⁹

Les causes de ce mouvement de fond sont sûrement multiples et ne se réduisent sans doute pas aux effets des politiques néolibérales suivies depuis les années 1980. Ainsi, les mouvements migratoires, qui sont souvent dénoncés par les leaders populistes et invoqués par leurs électeurs pour justifier leur vote, ne sont nullement la conséquence de ces politiques, qui ont plutôt eu pour effet de faire sortir de la pauvreté des centaines de millions de personnes en Asie notamment. Ils sont le résultat conjoint des trois paramètres qui jouent habituellement sur les flux migratoires : les différences de niveau démographique, économique et sécuritaire entre les pays d'origine et les lieux de destination.³⁰ En historien, Pascal Ory s'est attelé à une généalogie du populisme pour cerner à la fois ses permanences sur la longue durée et ses spécificités contemporaines ; au premier rang de ces dernières figure le sentiment d'une dépossession de la souveraineté populaire, notamment sur la question des politiques migratoires.³¹

Cet aspect de la crise des démocraties et de la montée du populisme n'est évidemment pas sans rapport avec l'objet de ce texte : le développement de l'islamisme radical. L'élection de Donald Trump n'est pas concevable sans le 11 septembre et ce qui s'ensuivit, le Brexit sans Calais, et l'arrivée au pouvoir de Narendra Mohdi sans le terrorisme islamo pakistanais. Ce sentiment de dépossession est accentué par les tenants de l'idéologie multiculturaliste, qui prônent la résignation face au caractère selon eux inéluctable de ces migrations, et s'accommodent fort bien de la mutation de la destinée des migrants dans les pays où ils s'établissent, de l'assimilation à la française ou du *melting pot* à l'américaine, à l'installation de diasporas permanentes³² : « *Et ce sera comme ça que ça vous plaise ou non !* » assène sèchement à ce sujet Umberto Eco.³³ De fait, les « idiots utiles » de l'islamisme, avec leur approche purement morale de la question migratoire et leurs combats pour un accueil indiscriminé de tous les migrants, rebaptisés « réfugiés », sont devenus les alliés les plus objectifs de la montée du populisme comme on peut le constater notamment en Autriche, en

²⁹ H. Geiselberger (dir.), *L'âge de la régression*, Premier parallèle, 2017

³⁰ J-P. Obin et A. Obin-Coulon, *Immigration et intégration*, Hachette, 1999

³¹ P. Ory, *Peuple souverain*, Gallimard, 2017

³² Z. Bauman, Des symptômes en quête d'un objet et d'un nom, in H. Geiselberger, op. cit. p. 39

³³ U. Eco, *Cinq questions de morale*, Grasset, 2000, p. 153

Allemagne et en Italie. Leur action alimente le sentiment d'insécurité culturelle d'une partie croissante des opinions publiques³⁴ et cimenter une alliance semble-t-il solide entre les peurs des électors populistes et le discours nationaliste et xénophobe de leurs leaders, en dépit de décisions prises par ces derniers une fois arrivés au pouvoir qui vont souvent à l'encontre des intérêts de la plupart de leurs électeurs, comme on le constate aux États-Unis ; paradoxe qui pousse Pascal Ory à évoquer « *la servitude volontaire qui anime les populistes* ». ³⁵

Et ce n'est pas tout, car d'après l'observatoire *World values surveys* et au rebours des idées reçues, cette « déconsolidation » populiste de la démocratie touche prioritairement les jeunes, à tel point qu'en 2014, date de sa dernière enquête, seuls 30% des Américains et 43% des Européens nés dans les années 1990 déclaraient qu'il était pour eux « *essentiel de vivre dans un pays gouverné de manière démocratique* », alors que cette proportion s'élevait à 56% pour les générations nées dans les années 1950. ³⁶

Alors que faire ?

Le constat qu'une partie de la jeunesse française fait sécession de la République, s'exclut elle-même de la Nation et sombre dans l'obscurantisme est particulièrement éprouvant pour un ancien responsable de l'Éducation nationale. Est-ce donc là le produit de notre école publique, de l'école émancipatrice de Jules Ferry, de Ferdinand Buisson et de Jean Zay ? Est-ce là le résultat du travail de nos instituteurs et de nos professeurs ?

Qu'avons-nous donc manqué ?

L'inquiétude s'ajoute à l'amertume lorsqu'on considère que les sociétés démocratiques sont l'objet d'une double agression, la première de la part d'une idéologie venue de l'extérieur, l'islamisme, la seconde d'une idéologie forgée en leur sein, le populisme, idéologies qui s'alimentent l'une l'autre. On se consolera en constatant que cette *fitna*³⁷ dans la démocratie fait pendant à celle qui règne en pays d'islam dans la confrontation de la tradition à une modernité venue de l'extérieur. Comme l'écrit Marcel Gauchet : « *La sortie de la religion a cessé d'être un phénomène occidental pour devenir un phénomène mondial. (...) Nous imposons de fait, involontairement, la sortie de la religion, de l'extérieur, à des sociétés qui ne l'auraient pas développée de l'intérieur. Ce qui produit des secousses profondes, parentes, mais forcément différentes de celles qui ont surgi chez nous, où le processus était endogène et s'est étalé sur plus de cinq siècles.* » ³⁸

En France, notre premier devoir n'est-il pas d'abord de stopper, parmi les jeunes notamment, la diffusion de l'idéologie islamiste ? Ne convient-il pas de lui appliquer le principe de la tolérance zéro ou, pourquoi pas ?, le principe de précaution inscrit dans notre constitution et dont il serait paradoxal qu'on l'invoquât en matière de sécurité sanitaire mais jamais en matière de sécurité culturelle ou politique ? Comme l'écrit Tahar Ben Jelloun, ce qu'on observe en France ressemble bien à une « contamination » idéologique : « *Si la France se laisse intimider par une minorité de gens qui se servent de l'islam pour rejoindre dans un saut étrange la régression que leurs parents ont laissée au pays, c'est qu'elle est en train de mettre en péril d'autres acquis, d'autres valeurs. Il ne faut pas que la France, qui a une longue et belle tradition de lutte pour l'égalité, pour la justice, contre le racisme, se laisse contaminer par une vision du monde rétrograde et intolérante.* » ³⁹

Notre second devoir serait ensuite de préparer l'avenir, c'est-à-dire l'inéluctable « désenchantement du monde » musulman, en travaillant à la sécularisation de l'islam, et pour ce qui est de notre responsabilité politique directe, de l'islam de France. Comment cela ?

³⁴ L. Bouvet, *L'insécurité culturelle*, Fayard, 2015

³⁵ P. Ory, op. Cit. p.227

³⁶ R-S. Foa & Y. Mounk, The danger of deconsolidation : the democratic disconnect, *Journal of Democracy* 27-3, 2016

³⁷ Mot du lexique coranique : dissension interne, guerre civile

³⁸ M. Gauchet, Retour ou sortie du religieux ?, *Philosophie magazine* HS n° 25, 2015

³⁹ Tahar Ben Jelloun, Contaminations, *Le Monde* du 27 janvier 2004

D'abord il faudrait apporter notre soutien et notre aide à tous ceux qui, de l'intérieur de l'islam comme religion et comme culture, luttent courageusement, les femmes en particulier, pour son adaptation au temps et au pays dans lesquels ils vivent. Ce combat pour l'intégration dans la société française doit pouvoir s'appuyer sur les associations laïques (aide aux mères, lutte contre le sexisme, soutien scolaire, etc.), les mouvements d'éducation populaire et bien sûr l'école dans sa mission première d'acculturation, de transmission de notre culture et des valeurs de la modernité. Ensuite il conviendrait d'adopter, dans les territoires et dans les écoles, les mesures susceptibles de favoriser résolument la mixité sociale et de réduire en particulier les ghettos socio ethniques ; car l'acculturation des enfants devient difficile dans un contexte d'autarcie laissant le champ libre à la propagande et à la pression sociale islamistes. L'école, qui aujourd'hui « rajoute de la ségrégation à la ségrégation » comme on l'a vu, devrait mener en ce domaine une politique volontaire comportant deux volets : d'une part des mesures de gestion qui encouragent les établissements favorisant la mixité sociale et la font progresser (et pénalisent ceux menant une politique contraire) ; d'une autre une solide formation des professeurs à des pédagogies s'appuyant sur l'hétérogénéité des classes pour faire réussir les élèves les plus culturellement défavorisés. Les comparaisons internationales, qui placent l'école française à la dernière place des pays développés en matière de reproduction des inégalités sociales, nous informent aussi des paramètres qui permettent le succès d'autres pays. Enfin, l'Etat devrait être capable de mettre en œuvre, et d'abord à l'école, une conception sereine, simple et claire de la laïcité, de la présenter comme un principe éthique du vivre ensemble bien adapté à une société marquée durablement par la diversité des convictions et des croyances, et qui ne peut se réduire au seul respect de règles juridiques, évolutives par essence.

Au point où nous en sommes, il est à craindre que seule une politique (et une géopolitique) résolue et appliquée de manière continue, soit susceptible de nous sortir de la spirale qui nous entraîne vers ce nouvel « horizon des événements » que nous discernons sans trop savoir s'il est proche ou lointain. De quel « trou noir » nous sépare-t-il encore ? Appelons cet enfer par son nom. Il s'agit de la guerre civile, dont le théoricien du djihad contemporain, Abou Moussab al-Souri a défini ainsi la stratégie : inciter la jeunesse musulmane immigrée en Europe à « *enclencher la dislocation finale de l'Occident, préalable au triomphe mondial de l'islamisme* » ; et la tactique : « *Il faut viser les juifs, les policiers, les militaires, les églises, les grands événements sportifs et culturels. Il faut dresser les populations contre les musulmans et contraindre ainsi ces derniers à choisir un camp* ». ⁴⁰ Tout cela, on le voit, est donc bien engagé... Jacques Attali, au lendemain de l'attentat d'Ankara du 10 octobre 2015, a même prophétisé une date, si rien n'était fait, pour le déclenchement de cette guerre, qui serait selon lui forcément mondiale : 2035 ! ⁴¹

Il nous reste donc quelques années pour être efficaces...

Jean-Pierre Obin
Inspecteur général de l'Education nationale honoraire

⁴⁰ A-M. al-Souri, *Appel à la résistance islamique mondiale*, https://fr.wikipedia.org/wiki/Abou_Moussab_al-Souri

⁴¹ <http://www.bfmtv.com/international/attali-je-ne-crois-pas-qu-on-soit-au-bord-de-la-guerre-mondiale-921686.html>